

Manifestations du 1^{er} mai **Mobilisé-e-s pour le progrès social**



Le Parti socialiste appelle les Françaises et les Français à manifester le 1^{er} mai 2011 aux côtés des syndicats et du mouvement social pour que notre pays retrouve l'ambition du progrès social. Cette année, la Fête du travail se déroule au cœur de la crise économique en Europe, amplifiée, pour la France, par le sarkozysme et ses décisions faites d'injustice et d'inefficacité économique.

Alors que les conséquences désastreuses de la politique libérale et réactionnaire du gouvernement se mesurent chaque jour plus durement pour notre pays, les dernières décisions de Nicolas Sarkozy sont d'autant plus scandaleuses : cadeaux aux plus riches et fausses promesses pour les autres.

La mobilisation de cette année sera donc clairement marquée par les revendications sur le pouvoir d'achat des Françaises et des Français et pour une politique publique ambitieuse de création d'emplois stables et protecteurs pour les salariés.

Le 1^{er} mai est également une journée de solidarité internationale qui prend toute sa dimension alors qu'un mouvement d'ampleur pour la démocratie s'est développé dans le monde arabe.

Alors que dans notre pays et en Europe, les perspectives de progrès social s'éloignent à mesure que la droite reste au pouvoir, l'espoir est venu de l'autre côté de la méditerranée où des femmes et des hommes se sont engagés pour conquérir de nouveaux droits politiques, économiques et sociaux.

Le 1^{er} mai, Fête du travail, est une journée durant laquelle les espoirs des travailleurs du monde entier doivent s'affirmer en réclamant des politiques publiques donnant la priorité à l'emploi, au partage des richesses, à la défense du pouvoir d'achat de tous les salariés et à la défense des services publics. Il est temps d'affirmer, avec les syndicats et les travailleurs, qu'une autre politique est possible et nécessaire. Le Parti socialiste sera dans la rue, aux côtés des Françaises et des Français pour dire sa solidarité avec le mouvement de démocratisation du monde arabe, et son espoir, partagé avec lui, d'un monde porteur de démocratie et de progrès social.

► À Paris, les socialistes se rassembleront, à partir de 14 h, à l'angle de la rue du Temple et de la Place de la République pour participer à la manifestation qui se rendra Place de la Nation.

L'AGENDA

1^{er} mai

► Manifestations
Journée de mobilisation
pour la Fête du travail

4 mai

► Rencontre
Forum des idées
Biens communs -
Services essentiels

10 mai

► Événement
Anniversaire de mai 1981

11 mai

► Entretiens de Solférino
Invité Gilles Finchelstein
à partir de 18h30 au siège
du parti



L'info en continu

Pouria Amirshahi, 20/04/11

Libye

« La situation des populations civiles qui subissent les attaques des partisans du colonel Kadhafi s'aggrave d'heure en heure. Le nombre de victimes du conflit s'élève à plusieurs milliers de morts et de blessés, et le HCR parle de 10 000 réfugiés libyens qui ont fui les attaques à l'ouest du pays. Cette situation d'urgence appelle une aide humanitaire immédiate. Les autorités italiennes et anglaises y contribuent déjà, à travers une aide médicale et hospitalière renforcée et la mobilisation des ressources utiles aux missions d'évacuation des populations assiégées. Le PS demande au gouvernement français de mobiliser les moyens nécessaires à la protection des populations civiles. »

Michel Sapin, Alain Vidalies, 21/04/11

Prime

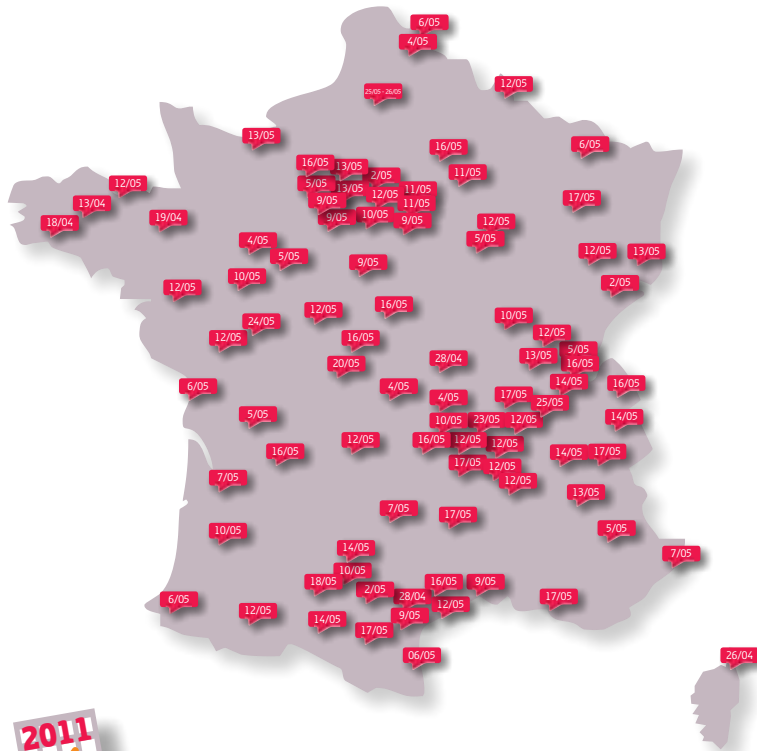
« La prime "d'au moins 1000 euros" annoncée par le gouvernement, qui devait être obligatoire et concerner l'ensemble des salariés des entreprises qui versent des dividendes, s'est dégonflée à vue d'œil ! Alors que des millions de Français souffrent quotidiennement de la baisse de leur pouvoir d'achat, la plupart d'entre eux ne verra jamais la couleur de cette prime. À côté de cela, il y a des décisions bien réelles : les 300 000 contribuables les plus riches qui vont être exonérés de l'impôt sur la fortune, les 5,2 millions d'agents publics qui voient leur pouvoir d'achat gelé et les millions de smicards qui n'ont eu aucun coup de pouce. »

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

+100

C'est le nombre de réunions publiques prévues dans le cadre des Rencontres du changement, pour échanger avec les Françaises et les Français autour du projet socialiste pour 2012. Partout en France, dans tous les territoires, de nombreuses Rencontres locales du changement seront également organisées par les fédérations et les sections du PS. L'agenda des étapes sera mis à jour au fur et à mesure sur le site internet dédié, projetsocialiste2012.fr

La carte des rencontres départementales



Les premières dates

Lundi 2 mai	Cergy (95)	avec Jean-Christophe Cambadélis
Lundi 2 mai	Belfort (90)	
Lundi 2 mai	Bram (11)	
Mercredi 4 mai	Paris (75)	Forum des Idées Biens communs - Services essentiels avec Martine Aubry
Mercredi 4 mai	Le Mans (72)	avec Élisabeth Guigou
Mercredi 4 mai	Vichy (03)	avec Pouria Amirshahi
Mercredi 4 mai	Montluçon (03)	
Mercredi 4 mai	Lens (62)	avec Guillaume Bachelay
Judi 5 mai	Digne-les-Bains (04)	avec Jean-Marc Ayrault
Judi 5 mai	Angoulême (16)	avec Christian Paul
Judi 5 mai	Évreux (27)	avec Guillaume Bachelay
Judi 5 mai	Besançon (25)	
Judi 5 mai	Saint-Dizier (52)	
Vendredi 6 mai	La Rochelle (17)	avec Vincent Peillon
Vendredi 6 mai	Lille (59)	avec Guillaume Bachelay

PROJET SOCIALISTE 2012

LES RENCONTRES DU CHANGEMENT

Après l'avoir adopté à l'unanimité en Conseil national le 9 avril, les socialistes ont décidé de faire connaître leur projet pour 2012 au plus grand nombre, en lançant une série de « Rencontres du changement » à travers toute la France. Proposer, débattre et convaincre : telle est la feuille de route des nombreux élus, personnalités et responsables locaux du PS qui vont à la rencontre des citoyens et des citoyens, pour leur montrer qu'une autre voie est possible pour redresser la France, retrouver la justice et rassembler les Français.

Les socialistes à l'offensive

Au Parlement européen

La Commission européenne présentait son projet de budget pour l'année 2012 le 20 avril dernier. « Cette proposition de budget n'est pas à la hauteur des besoins pour lutter contre la crise économique », a estimé Estelle Grelier, membre de la commission des budgets, qui « regrette profondément que la Commission européenne ait intégré à ce point les exigences des États membres. » La délégation socialiste s'est opposée aux coupes budgétaires voulues par les États membres, estimant que : « pour sortir de la crise nous avons besoin de promouvoir l'investissement, la recherche et l'innovation pour augmenter la croissance et ainsi créer des emplois. » « La démagogie de certains gouvernements – qui proposent de réduire les dépenses de l'Union européenne en raison de la nécessité de réduire les déficits nationaux - va à l'encontre de l'intérêt général européen ; il y a une véritable valeur ajoutée à mettre en commun une partie des ressources pour sortir de la

crise sociale et économique », a ajouté l'eurodéputée.

« Ces politiques d'austérité précipitent l'Europe dans le gouffre et nous privent de tout espoir de reprise. Ces heures passées à nous battre pour obtenir davantage de moyens démontrent que les ressources propres – comme une taxe sur les transactions financières, un pourcentage de l'impôt sur les sociétés, etc. – constituent la seule issue aujourd'hui pour financer la politique de cohésion, une indépendance énergétique durable (...) et investir en commun pour la richesse et l'emploi de demain », a conclu Estelle Grelier.

La commission des affaires économiques et monétaires du Parlement européen a adopté les six textes du « paquet gouvernance économique », qui ont pour objectif de renforcer le Pacte de stabilité et de croissance. Cinq de ces six rapports ont été mis en cause par les membres de la délégation socialiste française. « On a rarement vu un paquet législatif porter plus mal son nom », analyse Liêm Hoang Ngoc, député européen

et Secrétaire national adjoint à l'économie au PS. « Le seul objet de ces six textes est de durcir un pacte de stabilité qui ne permet pas aux États membres de relancer leur économie et d'engager les investissements publics et les dépenses nécessaires pour préparer l'avenir. Dans ces conditions, il nous était impossible de soutenir ces rapports qui donnent à la Commission le pouvoir de sanctionner presque automatiquement les États membres considérés comme des mauvais élèves en leur imposant des pénalités qui peuvent aller jusqu'à 0,5 % du PIB (soit 10 milliards en France). »

« Nous avons pris nos responsabilités en votant contre ces rapports en commission », a assumé Catherine Trautmann, la présidente de la délégation socialiste. « Notre objectif doit être maintenant de mobiliser les forces à l'extérieur du Parlement européen (...) et trouver une majorité pour renverser la logique de ces textes lors du vote en séance plénière », a-t-elle conclu.



L'info en continu

Laurent Fabius, 26/04/11

Frontières

« La Commission européenne a failli car elle aurait dû prévoir un plan d'aide pour l'Égypte et la Tunisie. Annuler Schengen serait une absurdité, les gouvernements français et italien ont voulu faire monter la sauce pour de mauvaises raisons. Je pense qu'il faut renforcer les contrôles aux frontières, mais aussi accueillir à titre provisoire un certain nombre de personnes et aider massivement l'Égypte et la Tunisie. Il y a une action européenne à mener, mais on ne peut pas annuler Schengen. »

Harlem Désir, 26/04/11

Pragmatisme

« Le gouvernement est devenu fanatique car il court derrière Marine Le Pen. En matière d'immigration, il faut être pragmatique et non fanatique. Il faut que les États se coordonnent (...) quand un pays est confronté à une crise exceptionnelle, il faut que les 27 se mobilisent. Les prestations sociales en Europe doivent être délivrées de façon égalitaire. »

Benoît Hamon, 26/04/11

Jumeaux

« La réponse, qui est toujours la même, est de considérer qu'il faut restreindre l'accès à l'Union européenne, se déresponsabiliser en matière de soutien humanitaire et économique, mais que pouvait-on attendre de différent de la part de Silvio Berlusconi et Nicolas Sarkozy qui sont, à bien des égards, des jumeaux dans leur démagogie systématique ; dans l'irresponsabilité qui consiste, face à un problème qu'ils se refusent à résoudre, à renvoyer la responsabilité soit sur la Commission européenne soit sur leurs voisins ; dans l'absence totale de vision du rôle et de l'avenir de l'UE et dans leur absence de respect de l'intérêt général ? »

SUR MA PILE

Le changement, projet socialiste 2012

Le monde est transformé, ses repères et ses règles ont volé en éclats. Les Français redoutent le déclin pour la France, le déclassement pour eux-mêmes et plus encore pour leurs enfants. La crise vient de loin. Elle est économique, sociale et environnementale bien sûr, mais aussi démocratique et morale. Elle marque l'échec d'un système à bout de souffle. Notre pays dispose pourtant de solides atouts pour faire la course en tête en misant sur la créativité, l'innovation, et pour renouer avec le progrès social. Par un intense travail collectif depuis deux ans, à l'écoute des Français, le Parti socialiste a renouvelé ses réponses et bâti un projet pour 2012.

Pour redresser la France avec un nouveau modèle de développement économique, social et écologique. Pour retrouver la justice et rassembler les Français dans une République fière de ses valeurs. Pour qu'à nouveau, l'avenir aime la France.

Un livre reprenant le projet socialiste pour 2012 vient de paraître. Il est une invitation. Nous mettons ainsi notre projet pour 2012 à la disposition de tous les Français, pour réagir, pour débattre, ensemble et maintenant, partout dans notre pays ou sur le site projet-socialiste2012.fr

► Parution mai 2011 chez Odile Jacob, 124 pages.



PS



Sarkozy et le pouvoir d'achat: toujours deux poids deux mesures

POUR LES PLUS RICHES: la quasi-suppression de l'Impôt sur la fortune

**La réforme de l'impôt sur la fortune
décidée par Nicolas Sarkozy, cela
veut dire:**

- ▶ 300 000 gros contribuables exonérés d'impôt sur la fortune (ceux qui ont entre 800 000 et 1,3 millions d'euros de patrimoine).
- ▶ Pour les très riches (ceux qui possèdent plus de 3 millions d'euros de patrimoine), le taux d'imposition est baissé de 1,8 % à 0,5 %.

Exemple: avec cette réforme, Liliane Bettencourt verra son ISF divisé par 4.

- ▶ Contrairement à ce que dit le gouvernement, le « bouclier fiscal » n'est pas supprimé. Il ne le sera – en principe – qu'en 2012, après les élections.

Résultat: en 2011 et 2012, les plus riches vont cumuler le bouclier fiscal et la réduction de l'ISF. Coup double!

- ▶ Le coût pour les finances publiques sera très lourd et a été sous-estimé par le gouvernement. Il va représenter plus de 2 milliards d'euros (hors suppression du bouclier fiscal).

Alors que la France a un déficit public de 150 milliards d'euros et que le gouvernement impose des coupes claires à tous les budgets utiles (éducation, sécurité, santé...), la prouesse de Nicolas Sarkozy est de faire un nouveau cadeau fiscal de 2 milliards d'euros aux plus riches!

POUR LES SALARIÉS: des promesses et du pain sec

Et pendant ce temps-là:

- ▶ 40 % des Français n'ont pas été augmentés depuis cinq ans,
- ▶ Pour les 3,5 millions de Français au Smic: aucun coup de pouce depuis quatre ans,
- ▶ Pour les 2,5 millions de fonctionnaires: le gel du point d'indice.

Et pour seule réponse, Nicolas Sarkozy avance une promesse de prime qui ne concernera au mieux que quelques centaines de milliers de salariés!

Redonner du pouvoir d'achat à ceux qui en ont besoin, c'est possible !

Retrouvez toutes les propositions des socialistes pour le pouvoir d'achat sur projetsocialiste2012.fr